

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 15/12/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNE DE JONZAC

3 rue du Château
17500 Jonzac

Références : 0007203758/2025/610
Code AIOT : 0007203758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement COMMUNE DE JONZAC implanté Carrière d'Heurtebise Chaufferie Chauffage Urbain 17500 Jonzac. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre d'un incident sur le conduit de cheminée d'une chaufferie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNE DE JONZAC
- Carrière d'Heurtebise Chaufferie Chauffage Urbain 17500 Jonzac
- Code AIOT : 0007203758
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Heurtebise de la commune de Jonzac accueille 2 chaudières biomasse soumises au régime

de la déclaration ICPE au titre de la rubrique 2910-A2 (combustion).

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 1.5 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2027, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'incident survenu sur le site le jour de la visite d'inspection (départ de feu au niveau de l'ancienne chaufferie n° 3), il est demandé à l'exploitant de renseigner et transmettre à l'inspection la fiche de notification d'accident/incident dans le cadre du retour d'expérience sur les accidents / incidents industriels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2027, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Ce site est constitué de trois chaufferies : <ul style="list-style-type: none"> • Chaufferie bois n°1 avec une chaudière bois de 2,5 MW en cours d'installation (en remplacement d'une ancienne chaudière bois vieillissante non conforme au niveau des rejets atmosphériques) : la mise en service de la nouvelle chaudière est prévue dans le cours du mois de novembre 2025 ; • Chaufferie bois n°2 avec une chaudière bois de 3,896 MW ; • Chaufferie fioul lourd TBTS avec trois chaudières de 5,24 MW, 3,45 MW et 2,56 MW actuellement hors service : les trois chaudières de cette installation ne sont plus exploitées et sont en cours de démantèlement. Les deux chaufferies bois (biomasse) n°1 et n°2 sont soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) au titre de la rubrique 2910-A-2 (installations de combustion) de la

nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion soumis à déclaration sous la rubrique n° 2910.

Elles ont fait l'objet des récépissés de déclaration suivants :

- La première chaudière bois n°1 a été mise en service en 2001 et fait l'objet d'une déclaration en préfecture pour laquelle un récépissé n° 01-204 du 30 novembre 2001 a été délivré au titre de la rubrique ICPE 2910-A-2. Elle a également fait l'objet d'une déclaration de modification ICPE (preuve de dépôt A-4-70AUEVM5S) le 09/08/2024 pour le remplacement de la chaudière.
- La seconde chaudière bois n°2 a été mise en service en 2004 et fait l'objet d'une déclaration en préfecture pour laquelle un récépissé n° 04-050 du 14 mai 2004 a été délivré au titre de la rubrique ICPE 2910-A-2.

Ces installations ont été exploitées par la société DALKIA jusqu'en 2023.

Elles ont fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant le 14/11/2023 au profit de la Commune de Jonzac (Preuve de dépôt n° A-3-86RKEYCUA).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 1.5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Le 1^{er} septembre 2025, le site a fait l'objet d'un incident au niveau de la chaufferie n° 2 : sectionnement du conduit de cheminée de la chaudière n° 2 à environ 5 mètres de la base de la toiture de la chaufferie (soit un tiers de sa hauteur). Il est venu s'écraser sur le toit de la Maison de l'énergie voisine.

Cet événement a été porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant par courrier du 30 septembre 2025. Il a entraîné une impossibilité d'exploiter l'installation dans des conditions normales.

Dans son courrier et afin d'assurer la continuité du service public de chauffage urbain d'une partie de la ville de Jonzac, la commune de Jonzac a sollicité le Préfet pour une autorisation exceptionnelle de fonctionnement en utilisant le conduit résiduel de 5 mètres de hauteur. L'exploitant propose, pour cette solution transitoire, la mise en place de mesures de surveillance et de sécurité, dans l'attente de la remise en état de l'équipement.

La visite a permis de faire un état des lieux sur les circonstances de la chute de la cheminée, qui est due à la corrosion interne du conduit, et de faire le point sur les éléments à transmettre à l'inspection afin de pour pouvoir se positionner sur la demande sollicitée par l'exploitant.

Après transmission et analyse des éléments de surveillance et de sécurité proposés par l'exploitant par mail du 20 octobre 2025, l'inspection a proposé au Préfet de donner une suite favorable à cette demande et d'en prendre acte sous réserve du respect des dispositions compensatoires et des échéances de remise en état transmises par l'exploitant.

Par ailleurs, à la suite de la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche complétée de notification d'incident/accident relatif à cet événement.

Le jour de la visite, le site a également fait l'objet d'un départ de feu au niveau des installations de l'ancienne chaufferie n° 3 en cours de démantèlement. Selon les premières constatations des services du SDIS sur place, ce départ serait dû à la présence de poussières résiduelles dans les conduits des chaudières en cours de démantèlement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection la fiche complétée de notification d'incident/accident relatif à l'incident survenu le 10 octobre 2025 sur les installations de l'ancienne chaufferie n° 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours